RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Avis adopté à la séance plénière du 7 juillet 2020

Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

Déclaration du groupe de l'UNSA

Il y a une triple originalité que l'UNSA apprécie dans le travail que nous examinons aujourd'hui. La première, dictée par l'urgence de la crise, est le délai très court avec lequel il a fallu le mener sans que cela nuise à sa qualité. La seconde est dans l'enrichissement apporté par les contributions des CESER. La dernière enfin est l'assise fournie par les sections de travail du CESE, plus repérable par les fiches thématiques accompagnant l'avis.

Urgence : elle est indiscutable avec la gigantesque crise inédite déclenchée par le COVID 19, et urgence, de surcroît, sur tous les fronts en même temps : économique, social, écologique, culturel, politique et démocratique. Et la difficulté de l'urgence c'est qu'elle nécessite des réponses immédiates, certes, mais au risque qu'en parant au plus pressé, on en oublie de traiter du fond, du structurel, lequel pouvait être défaillant pourtant bien avant la crise qui, bien souvent, n'aura fait qu'en exacerber les travers.

Tenter cette approche globale tenant ensemble tous les fils, c'est la première qualité de cet avis. Le faire sans perdre le cap de cette société nouvelle qu'il nous faut construire, avec un modèle de développement soutenable pour notre environnement, avec davantage de respect, de solidarité et d'égalité et donc enfin plus de cohésion sociale, avec une société plus démocratique car plus participative, c'est la seconde qualité de cet avis qui justifiera que le groupe UNSA le vote.

Tout le monde en est ici bien conscient. Si la passe que nous venons de traverser avec le confinement a été difficile, les échéances à très court terme le seront encore plus.

Sur un fond sanitaire toujours menaçant, des centaines de milliers de nos concitoyens vont basculer dans le chômage et, pour beaucoup, dans la difficulté et la pauvreté. Des territoires entiers risquent de s'en trouver déstabilisés et sinistrés. Ce choc sera terrible mais encore plus si nous ne répondions pas simultanément sur trois axes assortis de moyens financiers d'ampleur :

- Déployer un filet social conséquent pour garantir un niveau de vie décent pour toutes ces victimes sociales et leurs familles – et cela milite encore plus, je le dis au nom de l'UNSA, pour l'abandon de la néfaste réforme de l'assurance chômage – ;
- Soutenir l'emploi en évitant au maximum les ruptures de contrat de travail, en en profitant pour mieux former ;
- Investir pour s'engager résolument vers les réorientations stratégiques et la transition écologique, via le développement de nouvelles activités et de nouvelles filières créatrices d'emplois et via le développement de la formation, des qualifications et des compétences.

Cette voie est extrêmement difficile mais il n'y en a pas d'autre. Elle ne réussira pas sans la mobilisation de toutes les forces, de tous les territoires. Or, sans dynamique mutuelle de dialogue et de co-construction, celle-ci n'aura pas lieu.

C'est tout cela qu'il faut restaurer et c'est donc bien véritablement, comme le titre cet avis, d'un nouveau cap dont nous avons besoin. Espérons que le Premier ministre qui reçoit ce matin où nous nous réunissons les partenaires sociaux, comprenne que ce nouveau cap qui nécessite le rassemblement et non le passage en force, doit écarter les sujets complexes tels qu'une réforme des

retraites conflictuelle qui risquerait de fragiliser cet effort national dont les enjeux dépassent largement les affirmations des égos politiques.